

**Campagne « Racket »**  
**Communiqué de presse**

# **Une centaine de travailleurs sans papiers occupent le siège de la direction parisienne des Finances Publiques (94 rue Réaumur 75004 PARIS) depuis 14 heures ce 6 juillet.**

Depuis 2 ans, dans le cadre de la campagne « Non au racket sur les cotisations sociales des sans papiers, non à l'injustice fiscale », les sans papiers et leurs soutiens ont été reçus à 4 reprises par les services de la fiscalité de la DGFIP à Bercy. L'administration est donc bien au fait des injustices fiscales qu'ils subissent mais le ministère bloque toute possibilité d'amélioration de leur « traitement fiscal ».

**Cette année, nombre de sans papiers ont reçu une déclaration pré remplie avec leur nom et leur adresse ! Le ministre du Budget et la DGFIP reconnaissent donc, en acceptant leurs déclarations et leurs Impôts, les travailleurs sans papiers mais le gouvernement refuse de les régulariser.**

Nous dénonçons cette hypocrisie car une grande partie des 400 000 travailleurs sans papiers déclarent leurs revenus, gagnés « au noir » ou avec un contrat de travail en bonne et due forme !

Incontestablement, la situation des travailleurs et travailleuses sans papiers, lorsqu'elle est évoquée honnêtement dans toutes ses dimensions (humaines, sociales, économique, fiscale...) devant nos dirigeants met ces derniers dans un embarras tel qu'ils préfèrent répondre par la répression et les expulsions, y compris dans des pays où la guerre sévit. Pourtant, les déclarations patronales en faveur d'une régularisation « simplifiée » des travailleurs sans papiers se multiplient !

**En déclarant leurs revenus, les travailleurs sans papiers remplissent un devoir citoyen, ils en acceptent les obligations et ils exigent en retour que leur participation active à l'économie française et à la vie sociale soit reconnue, par un titre de séjour à tout le moins.**

C'est pour cela qu'ils occupent aujourd'hui le siège de la direction parisienne de la DGFIP en demandant à être reçus par les ministres V. Péresse et F. Baroin afin, notamment, de leur poser la question suivante :

- **Comment pouvez-vous accepter que le gouvernement dont vous êtes membres favorise le travail au noir, donc la fraude fiscale et sociale, en ne régularisant pas les travailleurs sans papiers qui participent activement à l'économie dans le bâtiment, la restauration, l'intérim et l'aide à la personne notamment ?**

De plus, contrairement au ministre de l'Intérieur qui affirme que l'économie française n'a pas besoin de travailleurs immigrés, les secteurs du bâtiment, du nettoyage, du gardiennage, de l'intérim, de la restauration, de l'aide à la personne... ont systématiquement recours à la main d'œuvre immigrée généralement, sans papiers en particulier.

Ces secteurs font partie des 152 métiers en tension (selon la liste établie par le ministère de l'Economie lui-même) tellement peu attrayants pour la main d'œuvre française et européenne que les entrepreneurs peuvent recruter en toute connaissance de cause des sans papiers sans les rémunérer correctement ni les déclarer dans la plupart des cas.

**Ils vivent ici, ils bossent ici, ils payent leurs Impôts ici, ils restent ici !**

Les sans papiers sont avant tout des gens qui ont du fuir leur pays à contre cœur à cause de guerres, de famines, de plans d'ajustement structurel dictés par le FMI et la Banque Mondiale, ces institutions qui étranglent économiquement et endettent de manière exponentielle les pays du Sud. Originaires pour la plupart de nos anciennes colonies, ils se réfugient naturellement en France, pays des Droits de l'Homme et du Citoyen, pour y travailler et y gagner de quoi faire survivre leurs proches.

Suprême hypocrisie, l'argent ainsi envoyé à leurs familles représente quatre fois l'aide publique au développement allouée par le gouvernement Français aux pays Africains !

**Le double langage et les mensonges du gouvernement sont insupportables pour les travailleurs sans papiers qui ne demandent qu'à travailler en situation régulière, comme c'était le cas avant les 1ères lois anti immigration de 1974.**

**Régulariser les travailleurs sans papiers est une mesure de bon sens, bénéfique à l'économie et aux comptes sociaux, socialement juste et tout simplement humaine.**

---

Signataires : Association Malienne des Expulsés (AME) - ATTAC France - SURVIE - M.R.A.P. - Association des Travailleurs Maghrébins en France (ATMF) - Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés (FASTI) - AMITI (Association des Militants pour l'intégration totale des immigrés), Association de Défense des Droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM) - Collectif d'Annulation de la Dette du Tiers Monde (CADTM) - Coordination 75 des sans-papiers - Coordination 93 pour la lutte des sans-papiers - CSP Montreuil - CSP 17ième Saint Juste - CTSP Vitry - Collectif CGT sans-papiers Cannes - R.E.S.F. - Association des Marocains en France (AMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) - CAPJPO - Marches européennes contre le chômage - Coordination Femmes Egalité - Mouvement des Quartiers pour la Justice Sociale (MQJS) - Autrement - RESOCI - D.A.L. - COPAF - A.S.I.A.D. - Stop Précarité - Convergence des Causes - Droits devant !! - Union Syndicale SOLIDAIRES (SUD Travail, Union SNUI-SUD Trésor Solidaires) - CGT Caisse des Dépôts - SNU TEF-FSU - Confédération Paysanne - Les Alternatifs - Gauche Alternative - Nouveau Parti Anti-capitaliste (NPA) - Parti Communiste Français - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Les Verts - GISTL...